

DOSSIER D'ENREGISTREMENT
NOUVEAU CENTRE DE TRI DE
COLLECTES SELECTIVES
Commune de Chambéry (73)

PJ n°21 : Garanties financières



REVISIONS

Version	Date	Description	Auteurs	Relecteur
1	30/05/2023	Première émission	L. VALLETTE-DEBORDE (SEE)	M. LELOUP (SEE)

COORDONNEES

Siège social	Responsable d'affaire
--------------	-----------------------

setec énergie environnement

Immeuble Central Seine
42 - 52 quai de la Rapée - CS 71230
75583 PARIS CEDEX 12
FRANCE

Tél +33 1 82 51 55 55
Fax +33 1 82 51 55 56
environnement@setec.fr
www.setec.fr

Margot LELOUP

Chef de projet

Immeuble le Corner
97 / 101 Boulevard Vivier Merle
69003 LYON
FRANCE

Tél +33 5 67 19 64 78
Mob +33 7 64 57 56 81
margot.leloup@setec.com

Table des matières

1. Constitution des garanties financières	4
1.1 Réglementation	4
1.2 Données d'entrée au calcul	4
1.2.1 Rubriques de classements ICPE	4
1.2.2 Hypothèse de calcul	5
1.3 Calcul des garanties financières	8
1.4 Bilan	9
1.5 Nature et délais de constitution des garanties financières	10

1. CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIERES

L'exploitation de certaines installations classées pour la protection de l'environnement est subordonnée à l'obligation de constitution de garanties financières, destinées à assurer la dépollution et la remise en état du site en cas de cessation d'activité ou d'accident.

L'objectif de ces garanties est de permettre à l'Etat de disposer d'un montant de réserve mobilisable en cas de défaillance de l'exploitant de l'installation. Dans ce cas, les garanties financières seront mobilisées pour procéder à la mise en sécurité, au maintien et au suivi du site.

Les garanties financières peuvent notamment résulter, au choix de l'exploitant, de l'engagement écrit d'un établissement de crédit, d'une consignation auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou d'un fonds de garantie privé.

1.1 REGLEMENTATION

4 textes donnent les règles d'application de constitution des garanties financières :

- Décret n° 2012-633 du 3 mai 2012 relatif à l'obligation de constituer des garanties financières en vue de la mise en sécurité de certaines installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté du 31 mai 2012 modifié fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;
- Arrêté du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;
- Arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Ces textes ont été pris en référence pour le calcul des garanties financières, de même que la note de la DGPR n°BSSS/2013-265/EF relative aux garanties financières pour la mise en sécurité des installations définies au 5° du R. 516-1 du Code de l'environnement.

1.2 DONNEES D'ENTREE AU CALCUL

1.2.1 Rubriques de classements ICPE

Les activités du futur centre de tri concerneront la gestion des collectes sélectives et de leur traitement.

Les rubriques de classement d'ICPE concernées par la constitution de garanties financières sont les suivantes pour le site (voir les rubriques dans l'annexe I de l'arrêté du 31 mai 2012 fixant la liste des ICPE soumises à l'obligation de GF) :

Tableau 1: Rubriques en enregistrement soumises à garanties financières

N°	Désignation de la rubrique	Régime	Activité du site
2714-1	<p>Installation de transit, regroupement ou tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719.</p> <p>La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieur ou égal à 1 000m³ ;</p>	E	<p><u>Déchets de collecte sélective :</u></p> <p>Soit un volume total de 9 359 m³</p>

***A** : Autorisation ; **E** : Enregistrement, **DC** : Déclaration avec Contrôle ; **D** : Déclaration ; **NC** ; Non Classé

Seule la rubrique 2714 est soumise à garanties financières. En conséquence, l'ensemble des stocks et des zones utilisés par les installations concernées par cette rubrique doivent être pris en compte dans le calcul.

Cependant l'ensemble des activités ICPE constituant un seul et unique site, le calcul des GF prendra en considération l'ensemble des stocks et zones du site.

1.2.2 Hypothèse de calcul

En cas de fermeture du site, les déchets présents sur site à un instant t doivent pouvoir être évacués. Des coûts d'évacuation sont donc à prévoir. Les déchets du site sont listés ci-après :

Tableau 2: Liste des produits / déchets associés à la rubrique 2714 et 2716

Type	Nom	Quantité	Unité
Déchets réceptionnés			
Déchets non dangereux	Déchets de collecte sélective stockés dans le hall amont	5 600	m ³
	Monoflux de papiers	975	m ³
	Monoflux de cartons collectés (déchèteries et professionnels)	375	m ³
	TOTAL	6 950	m³
Déchets triés en attente de conditionnement (silos sous cabine de tri)			
Déchets non dangereux	Déchets valorisables fibreux	240	m ³
	Déchets valorisables plastiques	220	m ³
	Déchets valorisables métaux	40	m ³
	TOTAL	500	m³
Déchets triés et stockés en balles ou paquets			
Déchets non dangereux	Déchets valorisables fibreux	1 209	m ³
	Déchets valorisables plastiques	740	m ³
	Déchets valorisables métaux	203	m ³
	Refus de tri	90	m ³
	TOTAL	2 242	m³

Cas particuliers : Certains produits ne sont pas nécessairement à prendre en compte dans les coûts relatifs aux matières à évacuer dans le sens où ils peuvent être revendus.

En effet, comme prévu dans l'annexe I de l'arrêté du 31 mai 2012 « pour les produits dangereux et déchets pouvant être vendus ou enlevés du site à titre gratuit compte tenu de l'historique de gestion des déchets ou des produits dangereux, de leurs caractéristiques et de leurs conditions de stockage et de surveillance, le coût unitaire à prendre en compte est égal à 0. »

C'est le cas du flux monomatériaux et des déchets non dangereux valorisables triés (plastiques, fibreux et métaux).

Ainsi le tableau ci-dessous présente les matières présentes sur le site et dont le coût de prise en charge doit être évalué dans le cadre du calcul des garanties financières :

Tableau 3: Liste des produits / déchets pris en compte dans les coûts d'élimination

Type	Nom	Quantité	Unité
Déchets non dangereux	Déchets de collecte sélective stockés dans le hall amont	5 600	m ³
		504	t
	Refus de tri (ordures ménagères et autres)	90	m ³
		27	t
	TOTAL	551,1	t

Les déchets de collecte sélective non triés seront évacués vers un centre de tri tandis que l'élimination des refus sera réalisée par incinération dans l'Usine de Traitement des déchets de Chambéry.

Les coûts présentés ci-dessous comprennent le coût d'élimination et le coût global de transport/conditionnement et sont issus de devis établis par des prestataires de Savoie Déchets pour la collecte sélective ou de coûts internes pour l'élimination des refus.

- Coût de gestion de la collecte sélective pour évacuation (dont transport) : 290 €/t ;
- Coût d'élimination des refus : 75 €/t.

L'ensemble des matières recensées ici sont considérées à leur niveau de stockage le plus important, dans une approche que l'on peut donc qualifier de majorante.

Neutralisation et remblaiement des cuves enterrées et de leur zone d'implantation

Le site ne comporte aucune cuve enterrée de carburant.

Limitation des accès au site

La mise en place d'une clôture n'a pas été considérée dans le calcul car le site en est déjà équipé et son bon état en sera régulièrement contrôlé. Seul le coût des panneaux (1 tous les 50 m) a été pris en compte. Le périmètre du site est 920 mètres linéaires.

Surveillance des effets de l'installation sur son environnement

Le site occupera une surface d'environ 3,344 ha qui prend en compte l'ensemble de l'ICPE.

Savoie Déchets ne possède pas de réseau de piézomètres. Il faudra alors prévoir l'implantation de 3 nouveaux piézomètres. D'après les points d'eau de la Banque du Sous-Sol (BSS), les deux plus proches du site sont situés à environ 130 m au nord du site avec un forage d'une profondeur de 15 mètres (point BSS001UWYV) et à environ 145 m au sud du site avec un forage d'une profondeur de 16 mètres (point BSS001UXAC).

Gardiennage

Avant la vente éventuelle du site et sur une durée de 6 mois, le site doit faire l'objet d'un gardiennage. Toutefois, selon la note du 23 novembre 2013 (relative aux modalités de calcul des garanties financières), le coût minimum à prendre en compte doit être de 15 000 €.

1.3 CALCUL DES GARANTIES FINANCIERES

Le calcul a été réalisé en respectant les textes réglementaires cités au début du paragraphe et les hypothèses données dans la partie précédente.

Le montant total de la garantie est égal à : **$M = Sc [Me + \alpha (Mi + Mc + Ms + Mg)]$**

Les abréviations M, Me, Mi, Mc, Ms et Mg sont celles données dans l'arrêté et concernent chacune une thématique différente :

- **M** : montant global de la garantie
- **Me** : montant relatif à la gestion des produits dangereux et des déchets présents sur le site de l'installation ;
- **Mi** : montant relatif à la neutralisation des cuves enterrées présentant un risque d'explosion ou d'incendie après vidange ;
- **Mc** : montant relatif à la limitation des accès au site ;
- **Ms** : montant relatif au contrôle des effets de l'installation sur l'environnement ;
- **Mg** : montant relatif au gardiennage du site ou à tout autre dispositif équivalent.

Sc est le coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier. Ce coefficient est égal à 1,10.

α est un indice d'actualisation des coûts. Selon l'annexe I de l'arrêté du 31 mai 2012, **α** se calcule selon la formule suivante :

$$\alpha = \frac{Index}{index_0} \times \frac{(1 + TVA_R)}{(1 + TVA_0)}$$

Avec :

- Index : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé dans l'arrêté préfectoral.
- Index₀ : Indice TP01 de janvier 2011 soit : 667,7.
- TVA_R : taux de la TVA applicable lors de l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières.
- TVA₀ : taux de la TVA applicable en janvier 2011 soit 19,6 %.

L'indice TP01 du mois de mars 2023 est de 128,9. En utilisant le coefficient de raccordement entre les anciens et nouveaux index TP01, égal à 6,5345, on obtient un index TP01 égal à 842,3.

Détails des montants calculés.

Tableau 4: Montants détaillés et montant total des garanties financières

Montant des garanties financières			Commentaires
Me	Montant relatif aux mesures de gestion des déchets et produits à évacuer	148 185 €	Déchets non dangereux : - Déchets en attente de tri : 5 600 m³, densité 0,09 t/m³ - Refus : 90 m³, densité moyenne 0,3 t/m³
α	Indice d'actualisation des coûts	1,266	TVA actuelle : 20%. TP01 MARS 2023 : 128,9 (utilisation du coefficient de raccordement entre les anciens et nouveaux index TP01 : 6,5345)
Mi	Montant relatif à la neutralisation des cuves enterrées	0 €	Pas de cuve de carburant enterrée
Mc	Montant relatif à la limitation des accès au site	306 €	Clôture existante, 2 entrées Périmètre du site : 920 m
Ms	Montant relatif à la surveillance des effets de l'installation sur l'environnement	46 220 €	3 piézomètres à 15 mètres de profondeur Surface du site : 3,344 ha
Mg	Montant relatif au coût de gardiennage du site	15 000 €	Montant minimal
Sc	Coefficient pondérateur	1,1	Coefficient fixé par l'arrêté du 31 mai 2012
M	M = Sc * [Me + α * (Mi + Mc + Ms + Mg)] Montant global de la garantie	248 665 €	

1.4 BILAN

Résultats

Le montant total des garanties financières est donc de 248 665 € TTC.

Le montant calculé étant supérieur à 100 000 € TTC, la société est tenue de constituer des garanties.

Savoie Déchets s'engage donc à constituer 248 665 euros de garanties financières afin de procéder à la dépollution et à la mise en sécurité du site en cas de cessation de l'exploitation.

Actualisation du montant des garanties

Il est important de noter que l'administration demandera à l'exploitant de remettre à jour son calcul **tous les 5 ans**, de façon à y appliquer les indices de révisions cités dans les arrêtés, mais également de lister les éventuelles modifications en termes d'exploitation qui pourraient modifier le calcul.

Selon l'annexe II de l'arrêté du 31 mai 2012, le montant de la garantie est à mettre à jour en fonction de l'indice TP01 selon la formule suivante :

$$M_n = M_r \times \left(\frac{Index_n}{Index_R} \right) \times \frac{(1 + TVA_n)}{(1 + TVA_R)}$$

Avec

- $Index_n$: indice TP01 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières ;
- $Index_R$: indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé par l'arrêté préfectoral ;
- TVA_n : taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières ;
- TVA_R : taux de la TVA applicable à l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières.

1.5 NATURE ET DELAIS DE CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIERES

Conformément à l'article R.516-2 du code de l'environnement, les garanties financières résultent, au choix de l'exploitant :

- a) De l'engagement écrit d'un établissement de crédit, d'une société de financement, d'une entreprise d'assurance ou d'une société de caution mutuelle ;
- b) D'une consignation entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations ;
- c) Pour les installations de stockage de déchets, d'un fonds de garantie géré par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie ;
- d) D'un fonds de garantie privé, proposé par un secteur d'activité et dont la capacité financière adéquate est définie par arrêté du ministre chargé des installations classées ;
- e) De l'engagement écrit, portant garantie autonome au sens de l'article 2321 du code civil, de la personne physique, où que soit son domicile, ou de la personne morale, où que se situe son siège social, qui possède plus de la moitié du capital de l'exploitant ou qui contrôle l'exploitant au regard des critères énoncés à l'article L. 233-3 du code de commerce. Dans ce cas, le garant doit lui-même être bénéficiaire d'un engagement écrit d'un établissement de crédit, d'une société de financement, d'une entreprise d'assurance, d'une société de caution mutuelle ou d'un fonds de garantie mentionné au d) ci-dessus, ou avoir procédé à une consignation entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations.

Les garanties financières sont constituées pour une période minimale de deux ans et doivent être renouvelées au moins trois mois avant leur échéance.

Le ou les documents que transmet l'exploitant au préfet pour attester de la constitution de garanties financières répondent aux dispositions de l'arrêté du 31/07/12 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.

2. ANNEXE 1 : DETAILS DES CALCULS DES GARANTIES FINANCIERES

Montant de référence des Garanties Financières		248 664,933 €		Légende :	
M_e = 248 664,93 euros		avec coefficient pondérateur Sc			Valeurs à entrer
Total = 226059,03 euros		avec coefficient d'actualisation des coûts alpha			Valeurs de l'arrêté ou qui se calculent avec les données d'entrée
Indice d'actualisation α = 1,27		calcul selon l'annexe I			
TP0101/2011	TP01GF référence	TP01GF référence	TVA 01/2011	TVA GF référence	
667,7	128,9	842,29705	19,60%	20,00%	6,5345 Coefficient de raccordement des indices TP01
Me = 148 185,00					
Q1		tonnes ou L des produits et déchets dangereux à éliminer			
Q2	504	tonnes ou L de déchets non dangereux à éliminer			
Q3		tonnes ou L de déchets inertes à éliminer			
Q4	27	tonnes ou L de refus de tri à éliminer			
CTR		€/km		Coût de transport des déchets	
d1		km		Distance jusqu'au site de traitement des produits et déchets dangereux	
d2		km		Distance jusqu'au site de traitement des déchets non dangereux	
d3		km		Distance jusqu'au site de traitement des refus de tri	
d4		km		Distance jusqu'au site de traitement des déchets inertes	
C1		€/t ou L		Coût d'élimination des déchets et des produits dangereux	
C2	290,00	€/t ou L		Coût d'élimination des déchets non dangereux	
C3		€/t ou L		Coût d'élimination des déchets inertes	
C4	75,00	€/t ou L		Coût d'élimination des refus de tri	
Mi= 0,00					
CN	2200	l		Coût fixe de neutralisation de la cuve	
PB	130	€/m³		Remblai liquide inerte	
V		m³		Volume total des cuves	
NC	0	cuves		Nombre de cuves à traiter	
Mc= 306,00					
P	920	mètres		Périmètre du site	Clôture existante oui
CC	50	€/m		Prix de la clôture au m	
nP	20,4	panneaux		2 entrée(s) du site	1 panneau par entrée
PP	15	€/le panneau			
Ms= 46 220,00					
NP	3	piézomètre(s) à installer			
CP	300	€/m		Coût unitaire de réalisation d'un piézomètre	
h	15	mètres de profondeur pour chaque piézomètre			
C	2 000	€/piézomètre		Campagne de suivi	
CD	26 720	l		Diagnostic de pollution des sols pour	3,344 hectares de site
Mg= 15 000,00		(minimum de 15 000,00 l)			
CG	40	l TTC/h pour un gardien			
HG	30	heures de gardiennage par mois nécessaire			
NG	1	gardiens nécessaires			



www.setec.fr

Paris

Immeuble Central Seine
42-52 quai de la Rapée
CS 71230
75583 PARIS CEDEX 12
FRANCE

Tél +33 1 82 51 55 55

Lille

2 rue du Priez
59000 LILLE
FRANCE

Tél +33 3 28 38 17 87

Lyon

Immeuble le Crystallin
191-193 cours Lafayette
CS 20087
69458 LYON CEDEX 06
FRANCE

Tél +33 4 27 85 49 56

Nantes

L'Acropole
1 allée Baco
44000 NANTES
FRANCE

Tél +33 2 44 76 63 30

Siège social : Immeuble Central Seine 42-52 quai de la Rapée 75583 PARIS CEDEX 12 – SAS au capital de 177 080 € - RCS PARIS 330 727 264 – TVA FR 38330727264